

Des adieux douloureux à la patrie : la mauvaise gouvernance, facteur d'accélération de l'émigration africaine

Introduction

Pendant la majeure partie de leur histoire en tant qu'états indépendants, ce qui a le plus manqué aux pays africains, ce sont des dirigeants qui soient des unificateurs, des chefs au vrai sens du terme, qui pansent les blessures, maintiennent l'union de tous et de tout, mobilisent leur peuple et le motivent, poursuivent une politique d'inclusion plutôt que d'exclusion et sont perçus par tous comme étant de la plus haute intégrité et au-dessus de tout soupçon – Adedeji Adebayo (1999: 41).

Le vingt-et-unième siècle dont on a tellement parlé n'a que quelques années, et déjà de nombreux africains choisissent avec opiniâtreté de fuir leurs pays. L'on continue de se poser des questions quant à la capacité des états africains à s'engager dans une gestion efficace des ressources, à mettre en place une conception appropriée des politiques et une exécution efficiente des fonctions, autant de choses visant à répondre aux besoins humains fondamentaux. Les états africains peuvent-ils présenter une politique prédictible, ouverte et éclairée, mettant au service du bien public un système étatique imbu d'éthos professionnel ? Les africains peuvent-ils s'en remettre à leurs gouvernements pour leur assurer une liberté raisonnée et la capacité de poursuivre un processus intégré d'autoperfectionnement, dans une tentative d'acquiescer les choses qu'ils ont le droit de chérir chez eux ?

Ces questions pourraient sembler être une autre stigmatisation définitionnelle de la politique africaine. Cependant, nombre de jeunes, aujourd'hui, semblent être convaincus que le développement dans leurs pays ne se préoccupe plus de l'amélioration de leur sort et de la liberté dont ils veulent jouir. Ils veulent une vie plus riche et sans entraves, qui fait d'eux des êtres sociaux à part entière et leur permet d'intervenir dans les affaires de leurs pays et de les influencer. Ils ne veulent pas passer leur temps à se battre pour survivre, et à succomber de temps à autre aux restrictions matérielles à l'autoperfectionnement.

Cage Banseka
African Union Mission
Khartoum, Sudan

Cela est considéré comme le facteur précipitant de l'émigration en Occident.

Le phénomène de l'émigration est apparemment lié à la nature des états en Afrique, à leurs situations économiques, politiques et sociales. Si les réalités économiques et politiques étaient différentes chez eux, ces gens auraient-ils choisi l'émigration ? Ces questions suscitent des points de vue nombreux et contradictoires. Cependant, les raisons qui font qu'ils préfèrent affronter l'inconnu, les voyages en haute mer qui peuvent être mortels et la marginalisation à leur lieu de destination semblent impérieuses, et les commentateurs peuvent facilement invoquer le marasme économique et politique sur le continent africain, nonobstant l'ambition personnelle et la folie humaine.

Le présent article examine le bilan des témoignages actuels qui semble suggérer que ce sont la faiblesse et l'échec des états africains qui sont les facteurs précipitants des départs massifs. La question est la suivante : pourquoi les États permettent-ils aux gens d'aller chercher refuge à l'étranger, où ils ont tendance à raconter des histoires odieuses, vraies ou imaginaires, qui trahissent et exposent encore plus les états africains au ridicule, au plan international ? Nous avons d'avantage axé la discussion sur les mœurs et les normes qui prévalent dans la gouvernance africaine, et sur les conséquences générationnelles qui ont pu entraîner l'émigration massive et soutenue, malgré les dangers et les frustrations qu'elle comporte.

La mauvaise gouvernance, facteur précipitant de l'émigration ?

Plusieurs années après l'indépendance, certains africains attendent toujours que leurs dirigeants réorganisent leurs vénéra-

bles sociétés et suppriment les vieilles querelles de clochers au profit de nations qui donnent priorité au bien-être général. Les jeunes attendent toujours que leurs états s'engagent dans la voie qui mène à des niveaux sans précédent de prospérité et à de nouveaux sommets de développement humain et de dignité humaine, au moyen d'une série de macro- et micro-politiques sociales et économiques. On ne peut tout simplement pas réfréner le sentiment fort, chez ces jeunes, que d'une façon ou d'une autre, les états réaliseraient pour eux tous les signes extérieurs d'un bien-être économique, social et politique progressif.

Dans certains pays d'Afrique, la gouvernance et la politique continuent de se préoccuper largement de la question de savoir comment survivre (qui obtient quoi, quand et comment ?) plutôt que comment gérer les affaires de l'État de manière à ce qu'elles bénéficient à tous les citoyens. Les rares réponses qui ont été suggérées par les politiciens du continent à ces questions ont semblé très peu satisfaisantes, en particulier pour ceux qui sont les bénéficiaires de la politique, et qui finissent par développer le sentiment qu'ils n'ont guère d'autre choix que d'aller vivre en Occident. Ils laissent derrière eux des pays caractérisés par la stagnation et le déclin social, le délabrement de l'infrastructure et des logements, la faiblesse de la production agricole et la baisse de l'espérance de vie.

À l'exception de quelques rares pays, les dirigeants ne font presque rien, apparemment, pour réorganiser les structures déformées et désarticulées, dépendantes et sous-développées, des formations sociales du sous-continent. Très peu est fait pour autonomiser les gens, renforcer et reconstituer l'allégeance nationale à l'État, et remettre en question l'abâtardissement culturel auquel la mondialisation assujettit le continent. Bon nombre de dirigeants continuent de confondre l'instauration de structures violentes et la consolidation de l'État. Ils prennent souvent pour du pouvoir le harcèlement d'éléments de l'opposition, l'asphyxie de la société civile, la

brutalité politique et le pillage criminel des ressources nationales. En somme, une certaine classe d'individus opportunistes, décadents, irresponsables, largement improductifs, impudiquement corrompus et idéologiquement stériles dirige certains états africains et hypothèque l'avenir des jeunes.

Les étudiants africains qui acquièrent une éducation précieuse dans des institutions occidentales ne cherchent plus à rentrer dans leurs pays et le servir ; ceux qui le font sont des phénomènes rares. Dès leur arrivée en Occident, beaucoup d'émigrés se lancent dans la quête de naturalisation ou d'autres moyens qui leur permettraient de rester en permanence dans leurs pays d'accueil. Dans de nombreux cas, ils abandonnent leurs buts éducatifs. Pour eux, la naturalisation en elle-même est déjà une réalisation. C'est un gage de sécurité que leur propre pays n'a pas su leur donner. Ce processus favorise l'exode des cerveaux africains, pendant que les dirigeants sont là à regarder sans rien faire.

Des générations entières de jeunes grandissent dans des pays dont le paysage est jonché de projets inachevés, d'infrastructures délabrées, d'une bureaucratie peu serviable, de politiques gouvernementales changeantes, de mauvaise gestion généralisée, de gaspillage, d'aventurisme politique et de manipulation du pouvoir politique. De plus, le nombre croissant d'enterrements consécutifs à l'infection au VIH est impressionnant et cause le chagrin de nombreuses personnes. Autant de choses qui ont plutôt compromis les perspectives de stabilité, de paix et de développement, poussant ainsi de nombreux jeunes africains à considérer leurs États comme des exemples types de chances gâchées, de rêves dénaturés et de politique de gangsters (Akeya 1997: 346).

Nombreux sont ceux qui pensent que certains gouvernements du continent cherchent à imposer un cadre d'ordre avec une plus grande propension pour l'échec que pour la survie. De nombreux états se sont fragilisés et, dans bien des cas, s'avèrent pratiquement incapables de traiter leurs conflits internes ou internationaux. Il arrive parfois, comme c'est le cas au Soudan, que l'État s'effondre sous la pression de sa propre gestion. Dans ce sens, l'État n'est plus la solution du problème, ou le pourvoyeur de sécurité, mais fait partie du problème lui-même. Par exemple, le fait que le gouvernement souda-

nais ait pris conscience de la faiblesse de l'instrument dont il doit dépendre renforce sa détermination à éliminer toute forme d'opposition sur son passage. C'est cette logique qui en a fait le principal instrument de la violence dirigée contre son propre peuple. Cette violence et cet échec de l'État transparaissent clairement dans le nombre de civils soudanais qui cherchent refuge au Tchad ou ailleurs. Ces peuples hypnotisés qui, devant l'échec profond de leur propre État dans la fourniture des nécessités de base pour l'existence humaine, ont préféré quitter leur patrie pour une vie inconnue, mais presque toujours misérable, au-delà des frontières de leur pays.

En Afrique subsaharienne, l'inefficience et l'exploitation sont des phénomènes moins inquiétants que la violence étatique, mais aussi, plus récurrents. Le rôle extractif de l'État et le degré d'extorsion de recettes au citoyen ordinaire, afin d'offrir des avantages à un groupe privilégié de fonctionnaires ou de loyalistes et clients, est beaucoup plus évident que ses efforts pour réaliser une vie meilleure pour tous. Contrairement aux états industriels capitalistes dans lesquels l'une des fonctions du gouvernement consiste à transférer des ressources des producteurs aux consommateurs, et de ceux qui ont le plus à ceux qui ont le moins, les gouvernements africains font le plus souvent le transfert dans l'autre sens. Les ressources sont transférées de ceux qui ont peu d'influence politique à ceux qui en ont plus. Ainsi, les dirigeants africains se distinguent des autres, par l'autoperpétuation des groupes de bénéficiaires.

Dans le continent, l'inefficience, l'exploitation et la privation s'expriment toutes non seulement à travers des modèles néopatrimoniaux de rapports sociaux, mais plus nettement, à travers la corruption qui bénéficie à ceux qui ont le plus d'influence politique tout en faussant l'application de tout critère décent ou universaliste d'administration d'un État ou d'affectation de ses ressources et avantages. Les gouvernements africains présentent parfois l'économie externe, en particulier les sociétés multinationales, comme les forces exploitantes de leur propre économie nationale, mais ces sociétés sont souvent un mécanisme qui permet à cette même élite dirigeante de prélever des excédents économiques, et aussi, une filière qui lui permet d'établir une relation clientéliste

avec le monde extérieur. Lorsque les États sont efficaces et imputables, le rôle de ces sociétés transnationales ne pose plus un problème. Certaines d'entre elles emploient des nationaux qui, autrement, seraient tentés de partir pour l'Occident.

Conclusion

Certains pays africains ont fait des progrès louables en matière de développement et de bonne gouvernance à l'heure actuelle, et c'est sans doute une lapalissade que de dire que les récentes tentatives massives d'africains pour émigrer en Occident ont été provoquées par l'Internet et la télévision, qui apportent des images d'opulence occidentale jusque dans les contrées les plus reculées du monde. Cependant, les causes sous-jacentes de l'émigration sont plus complexes que ces interprétations simplistes, peu importe le bilan positif que nous aimerions dresser du développement économique et politique de l'Afrique au cours des dernières années.

Il est vrai que de profonds échecs sociaux et économiques sous-tendent certains des problèmes auxquels sont confrontés les États africains, mais il est tout aussi exact de dire que ces problèmes eux-mêmes sont principalement des problèmes politiques, pour lesquels il faut trouver des solutions politiques avant qu'il y ait de chance de renforcer les structures sociales et économiques qui peuvent améliorer les moyens d'existence et retenir les gens dans leur pays. Cependant, il est certain que l'existence d'une communauté politique ne peut se fonder que sur une convergence adéquate des intérêts des divers groupes qui la composent, et sur un sens de la conscience nationale et des obligations réciproques. Qui plus est, l'hétérogénéité et les éléments disparates des communautés africaines rendent difficile une vie politique commune, et l'une des plus grandes erreurs commises par certains dirigeants contemporains a été de supposer qu'il leur suffit d'ordonner pour que l'homogénéité soit. Cela aussi fait peur à certains et les pousse à fuir leur pays.

L'une des plus grandes tragédies de l'Afrique contemporaine réside dans le fait que nombre de ces États comparativement peu nombreux qui ont semblé être en position d'ériger des institutions efficaces fondées sur des valeurs partagées

et intégratives, ont lamentablement échoué. Je n'en veux pour exemples, parmi les plus frappants, que la République démocratique du Congo, riche en minerai, le Nigeria qui regorge de pétrole et l'Ouganda fertile. Dans ces pays, la source la plus évidente du problème, exprimée dans le concept de l'autoritarisme bureaucratique, a été le refus des élites dirigeantes d'accepter la restriction de leur position de pouvoir et de privilège qu'impliquerait l'obligation de rendre compte, et leur volonté de recourir à la répression et aux modifications de la constitution comme moyen de protéger leur position.

Il convient également de noter que les guerres civiles, les conflits prolongés entre communautés et la dictature militaire ont aussi largement contribué à freiner le développement positif dans certains pays africains. Ceux qui pensent que l'ordre politique efficace est une perspective lointaine choisiront de partir dans des endroits où ils espèrent trouver des gouvernements raisonnablement compétents, centrés sur les personnes, honnêtes et non personnalistes.

De surcroît, les normes que certains politiciens essaient d'instaurer au cours de leurs campagnes électorales sont souvent trop irréalistes. S'ils arrivent finalement au pouvoir, et que la profondeur des problèmes à résoudre devient apparente, il devient de plus en plus difficile d'entretenir l'image de ce qui allait être pour eux leur conduite politique. Ils finissent par devenir ce que Migdal a décrit comme des « jouets mécaniques avançant péniblement et résolument à travers les différentes scènes du développement » (Migdal 1988: 5). Même à en juger d'après des nor-

mes plus modestes, de nombreux états ont lamentablement échoué dans le renforcement des capacités pour améliorer la situation de leurs sociétés de façon proportionnelle aux développements mondiaux contemporains. Le fait qu'ils n'aient pas cultivé, chez les citoyens, un sentiment national et unitaire, et leur succès limité dans l'application de leur propre législation ont finalement affecté la cohérence et le caractère mêmes des états, et conduit à la désillusion générale et l'immigration massive.

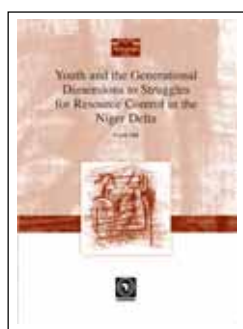
Dans certains pays, et dans le siècle dit de l'espoir, l'avenir paraît toujours sombre et un nouveau cynisme s'est glissé dans la recherche sur le développement de l'Afrique. Les dirigeants de l'État ne participent que de façon minimale au maintien de liens économiques entre groupes internes et externes, autant d'éléments révélateurs de la pénétration limitée de la société par les centres d'autorité nationaux. Les rapports État-société ne font qu'empirer, apparemment. Comme l'illustre la crise actuelle en Ethiopie, ce qui s'avère être aujourd'hui un modèle courant est une méfiance et une résistance sérieuses, face aux desseins de l'État, de minorités non intégrées qui considèrent désormais les politiques gouvernementales comme annonçant de terribles menaces à leur survie state.

Les experts du développement suggèrent habituellement que la seule solution au problème de l'émigration serait l'amélioration des conditions économiques et sociales dans les pays d'origine des immigrants. Certes, cela peut paraître bizarre d'argumenter contre ce point de vue, mais

il faut également voir le rôle de la politique dans le processus. Si les gouvernements continuent d'être clientélistes, corrompus, inefficients et prébendiers, s'ils ne partagent pas les ressources limitées qu'ils peuvent avoir de manière équitable et inclusive, si le pays est en proie à la mauvaise gestion, les gens seront aliénés, sans espoir et sans moyens de subsistance. Améliorer la situation économique de pays mal gouvernés pourrait être une bonne chose, mais ne pas réparer les méfaits politiques laissera irrésolus nombre des problèmes qui précipitent l'émigration.

Références

- Adebayo, Adedeji, ed., 1999, *Comprehending and Mastering African Conflicts. The Search for Sustainable Peace and Good Governance*, London: Zed Books.
- Akeya, Agbango George, 1997, *Issues and Trends in Contemporary African Politics, Stability, Development and Democratisation*, New York: Peter Lang Publishing.
- Calvez, Jean-Yves, 1973, *Politics and Society in the Third World*, New York: Orbis Books.
- Damachi, Ukandi G., 1976, *Leadership Ideology in Africa*, New York: Praeger Publishers.
- Doro, Marion E., Newell M. Stultz, eds., 1970, *Governing in Black Africa*, New York: Prentice-Hall.
- Migdal, Joel S., 1988, *Strong Societies and Weak States: State-Society Relations and State Capabilities in the Third World*, New Jersey: Princeton University Press.
- Olowu, Dele, Adebajo Williams, Kayode Soremekun, eds., 1999, *Governance and Democratisation in West Africa*, Dakar: CODESRIA.



August 2006; 54 pages;
 ISBN 2-86978-180-6
 ISBN13: 978-2-86978-180-1
 Price: Elsewhere: 15.00 USD; Africa:
 CFA 5000; non CFA zone: 10.00 USD.

Youth and the Generational Dimensions to the Struggles for Resource Control in the Niger Delta

Cyril Obi

This Monograph explores the festering crises in Nigeria's troubled oil-rich, but poverty-stricken Niger Delta region, where the ethnic minority youths, frustrated and angry as a result of the pillaging and pollution of their communities, are demanding, rather forcefully, for the control of the oil wealth produced from under their ancestral lands and waters by oil multinationals operating in partnership with the State - a process that has direct implications for intergenerational power relations in the volatile Delta, as well as the fragile oil-hinged unity of the Nigerian Nation-state.